

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET
DE LA RECHERCHE

Rectorat de la Région Académique d'Île-de-France
Service Régional de l'Immobilier - Pôle de Paris
47 rue des Ecoles
75 005 PARIS

* * * *

MARCHE DE TRAVAUX :

**Remplacement des menuiseries extérieures bois du 4^e
étage et de la salle de dessin sous la grande verrière
au 1^{er} étage de la bibliothèque Sainte-Barbe**

* * * *

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)

* * * *

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Le Rectorat de la région académique d'Île-de-France représenté par Mme la Rectrice de la région académique d'Île-de-France, Rectrice de l'académie de Paris, Chancelière des universités de Paris et d'Île-de-France (arrêté préfectoral n° IDF – 2025-03-26-00004 du 26 mars 2025).

Conducteur d'opération

Le Pôle de Paris du Service Régional de l'Immobilier du Rectorat de la région académique d'Île-de-France.

Objet de la consultation

La présente opération a pour objet le remplacement des menuiseries extérieures bois du 4^e étage et de la salle de dessin sous la grande verrière au 1^{er} étage de la Bibliothèque Sainte-Barbe.

Remise des offres

Date et heure limites de réception : lundi 7 juillet 2025 à 12h00 (heure locale de l'adresse de la maîtrise d'ouvrage)

Sommaire

Article 1	OBJET DE LA CONSULTATION	4
Article 2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1	Définition de la procédure	4
2.2	Décomposition en tranches et en lots	4
2.3	Nature de l'attributaire	4
2.4	Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	5
2.5	Variantes.....	5
2.6	Options et prestations supplémentaires éventuelles	5
2.7	Exigences minimales de la négociation.....	5
2.8	Délai d'exécution des travaux	5
2.9	Modifications de détail au dossier de consultation.....	5
2.10	Délai de validité des offres	5
2.11	Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	5
2.12	Mesures particulières concernant les travaux en site urbain	5
2.13	Appréciation des équivalences dans les normes et les labels	5
2.14	Contexte de l'opération	6
2.15	Langue de travail	6
2.16	Clauses sociale et environnementale	6
Article 3	DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	6
3.1	Conditions de retrait du dossier de consultation.....	6
3.2	Conditions de dépôt des candidatures et des offres	6
3.3	Documents fournis aux candidats.....	6
3.4	Composition du dossier à remettre par les candidats	7
3.4.1	Sous dossier « Candidature » :	7
3.4.2	Sous dossier « Offre » :	8
	Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu	10
Article 4	SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....	10
4.1	Sélection des candidatures.....	11
4.2	Jugement et classement des offres.....	11
Article 5	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE	13
5.1	Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation	13
Article 6	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14
6.1	Questions sur la consultation.....	14
6.2	Visite obligatoire	14

Le « maître d'ouvrage » est l'acheteur pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre d'un marché de travaux. Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Article 1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne le recrutement d'une entreprise pour conduire des travaux de remplacement des menuiseries extérieures bois du 4^e étage et de la salle de dessin sous la grande verrière au 1^{er} étage de la Bibliothèque Sainte-Barbe. **Les travaux se dérouleront en site occupé.**

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Bibliothèque Sainte Barbe
4, rue Valette - 75005 Paris

Article 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2.2 Décomposition en tranches et en lots

Le marché n'est pas alloti. Il comprend un seul lot : « lot menuiseries extérieures bois ».

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le délai d'exécution est fixé dans le planning prévisionnel d'exécution des travaux du DCE.

2.3 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix

jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2.4 Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.5 Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2.6 Options et prestations supplémentaires éventuelles

Le présent marché prévoit une option précisée à l'article 6.2 du CCTP.

2.7 Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2.8 Délai d'exécution des travaux

Les délais d'exécution des travaux sont fixés dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

2.9 Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées aux candidats au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.10 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 80 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.11 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Le Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC-SPS) établi par le coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé désigné pour l'opération est joint au DCE.

2.12 Mesures particulières concernant les travaux en site urbain

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

2.13 Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2.14 Contexte de l'opération

L'opération se déroulera dans le site de Sainte-Barbe , en milieu occupé aussi bien par du personnel que par du public.

2.15 Langue de travail

La langue de travail est le français.

2.16 Clauses sociale et environnementale

Clause sociale – Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire : sans objet dans le cadre du présent marché.

Clause environnementale : le candidat devra développer dans un plan d'assurance environnementale les mesures qu'il envisage afin de réduire son empreinte environnementale (réduction des déchets, filières de revalorisation).

Article 3 DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

3.1 Conditions de retrait du dossier de consultation

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur la plateforme interministérielle des marchés publics <https://www.marches-publics.gouv.fr> sous la référence **STEBARBEMEXT2025**.

3.2 Conditions de dépôt des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3.3 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent Règlement de Consultation (RC) et ses annexes
 - 1. Attestation de visite ;
- L'Acte d'Engagement (AE) ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Les cadres de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- Le planning prévisionnel d'exécution des travaux du DCE établi par la maîtrise d'œuvre ;
- Les pièces graphiques : carnet des plans
- PGC SPS – plan général de coordination SPS ;
- RICT – rapport initial de contrôle technique ;
- Les rapports de diagnostics avant travaux :
 - Rapport de repérage du plomb réalisé par la société CDR Contrôles le 19/11/24 ;
 - Pré-rapport de repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante réalisé par la société CDR Contrôles le 19/11/24 ;
 - études stratigraphiques des menuiseries du 4^e étage et des menuiseries de la salle de dessin réalisées par la société Sherlock Patrimoine.

3.4 Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier informatique à remettre par les candidats comprendra un sous-dossier intitulé « Candidature » et un autre sous-dossier intitulé « Offre » constitués des pièces suivantes :

3.4.1 Sous dossier « Candidature » :

a) Justifications quant aux qualités et capacités économiques et financières du candidat :

- Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat. Le formulaire DC1 est disponible à l'adresse suivante <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.
- La déclaration du candidat : (DC2 ou équivalent) comportant le chiffre d'affaires global de la société réalisé au cours des trois derniers exercices. Le formulaire DC2 est disponible à l'adresse suivante <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.
- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP et qu'il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
 - Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.
 - La remise d'un DC1 ou d'un Document Unique de Marché Européen (DUME) vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur ;
- Les attestations d'assurance responsabilité
- La copie du ou des jugements prononcés pour tout candidat en redressement judiciaire

- Les pouvoirs de la personne habilitée à engager la société et /ou un extrait Kbis

b) Justification des moyens matériels et humains dont dispose l'équipe candidate

- Une **note présentant la composition et l'organisation de l'équipe**, ainsi que le rôle et les compétences de chaque intervenant en fonction des différentes missions ;
- Un **certificat de qualification professionnelle ou d'identité professionnelle**. Les qualifications et habilitations doivent justifier de la capacité du candidat à réaliser les travaux du cahier des charges. Une attention particulière sera portée aux qualifications relatives à la gestion du plomb.
- La certification QUALIBAT 3552 « Fourniture et pose de menuiseries extérieures bois (technicité confirmée) »

Si le candidat s'appuie sur les capacités professionnelles, techniques, et financières d'autres opérateurs économiques, il devra produire les mêmes documents que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public.

c) Justification de la capacité technique de l'équipe candidate :

- Un **dossier de références de travaux** en rapport direct avec l'objet de la présente consultation (travaux de restauration sur des ERP à forte valeur patrimoniale, sites sensibles et/ou protégés au titre des Monuments historiques, en site occupé, exécutés au cours des cinq dernières années ou au cours de(s) année(s) précédant l'envoi de l'appel public à la concurrence, si l'entreprise a été créée depuis moins de cinq années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le dossier doit comprendre a minima des photographies des travaux livrés et une liste des références présentées. Les attestations signées par le maître d'ouvrage ou l'architecte indiquent le montant, les coordonnées du contact, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Le rendu de l'ensemble des références ne pourra excéder 5 feuillets recto-verso A4.

3.4.2 Sous dossier « Offre » :

- Un acte d'engagement, dûment complété, daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise : document joint dans le dossier de consultation à compléter ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Le formulaire DC4 est disponible à l'adresse suivante <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires->

[declaration-du-candidat](#).. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-5 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- La décomposition du prix global forfaitaire : cadre joint à compléter sans modification (pièce non contractuelle destinée au jugement de l'offre). Dans le cas d'un groupement conjoint, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.
- Un mémoire technique présentant :
 - La compréhension du projet, de ses enjeux et les méthodologies d'intervention. Le candidat devra fournir :
 - Une note décrivant son appréciation du programme de travaux et les techniques mises en place pour répondre aux particularités et enjeux des travaux du lot auquel il répond. Si le candidat n'identifie aucune contrainte particulière, il justifiera sa réponse et précisera en quoi le chantier n'est pas contraint ;
 - Le candidat détaillera les méthodologies et protocoles d'intervention et le matériel utilisé pour la réalisation des prestations qui incombent au lot auquel il répond ;
 - Les moyens humains et matériels mobilisés pour le chantier :
 - Présentation de l'équipe dédiée à l'opération tant en études d'exécution qu'en travaux :
 - Organigramme avec fonctions et compétences de chacun
 - CV nominatif des personnels d'encadrement et personnels d'exécution
 - Qualifications et références travaux des responsables, conducteurs de travaux et chefs de chantier désignés

Les temps de présence sur l'opération de chacun de ces acteurs devra également être précisé.

- Le calendrier d'exécution :
 - Le candidat transmettra une décomposition des tâches qui lui incombent et rédigera une note d'analyse détaillant leur cohérence par rapport au calendrier d'exécution transmis dans le cadre de la consultation ;
 - Le candidat décrira les dispositions qu'il compte déployer pour respecter les délais et explicitera la cohérence de son équipe avec les délais contractuels en faisant apparaître les ressources affectées sur la décomposition des tâches ;
 - Le candidat précisera les mesures mises en œuvre pour garantir la continuité de l'exécution des travaux en cas d'absences ou de congés.
- La gestion du chantier et des déchets :
 - Le candidat présentera sa gestion des interfaces avec tous les interlocuteurs du chantier (MOA, MOE, BC, CSPS, DRAC, voirie,

Préfecture de police, usagers) afin de garantir la qualité d'exécution dans le respect des délais.

- Le candidat détaillera les actions concrètes qu'il entend déployer sur l'opération en matière de gestion et minimisation des nuisances ; il apportera des précisions sur la liste des matériels en engins pressentis en proposant si possible des optimisations pour réduire le périmètre des emprises chantier aux abords du chantier.
- Le candidat détaillera la gestion du chantier et des déchets (tri, évacuation, élimination, recyclage, valorisation et réemploi) conformément à la législation et réglementation en vigueur ainsi que ses engagements sur l'utilisation de produits de bonnes qualités environnementales, apprécié au vu des éléments fournis dans la note concernant la gestion du chantier.
- l'attestation de visite des lieux, complétée et signée par la chargée d'opérations.

Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Les certificats fiscaux et sociaux ;
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail ;
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés ;

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s).

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 3.7 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

Article 4 SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

Le maître d'ouvrage commencera par analyser les candidatures avant d'examiner les offres. L'analyse des offres sera réalisée selon les critères définis à l'article 4.2 du présent document.

Le maître d’ouvrage pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales ou entamer une négociation avec un ou plusieurs candidats.

4.1 Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui auront été reçus au plus tard à la date et l’heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP seront éliminées par le maître d’ouvrage.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d’ouvrage demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4.2 Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l’article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l’article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le maître d’ouvrage examinera l’offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Le maître d’ouvrage se réserve la possibilité de négocier tous les éléments de l’offre y compris le prix ou d’attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l’offre la plus adaptée est choisie par le maître d’ouvrage.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit, étant précisé que la valeur technique sera jugée sur la décomposition des critères détaillée à l’article 3.4.2 :

Critères d'attribution	Pondération
Valeur technique des prestations au regard du mémoire technique défini au 3.4.2 du présent RC :	60 points
<u>Sous-critère n°1</u> : Compréhension du projet, de ses enjeux et méthodologies d’intervention	25 points
<u>Sous-critère n°2</u> : Moyens humains mobilisés par le candidat pour l’exécution des travaux	15 points

Critères d'attribution	Pondération
<u>Sous-critère n°3</u> : Calendrier d'exécution	10 points
<u>Sous-critère n°4</u> : Gestion du chantier et des déchets	10 points
Une note technique inférieure à 20/60 est éliminatoire	
Prix des prestations : <ul style="list-style-type: none"> <u>Montant de l'offre</u> : la méthode de notation appliquée est la suivante : $40\% = \frac{\text{prix le plus bas}}{\text{prix proposé par l'entreprise}} = \text{note attribuée à l'entreprise}$ <p>L'entreprise qui aura le prix le moins élevé et une note sur le critère valeur technique supérieure ou égale à 40 se verra attribuer la note maximale et sera désignée offre de référence, les autres offres seront notées de façon inversement proportionnelle à cette dernière suivant la règle des écarts : Note = 40 x P₀/P avec P₀ le montant de l'offre de référence et P le montant de l'offre analysée (noté sur 40) ; Les offres d'un montant inférieures à l'offre de référence se verront attribuer la note maximale sur ce sous-critère.</p> 	40 points

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le maître d'ouvrage se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le maître d'ouvrage qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le maître d'ouvrage pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

Article 5 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5.1 Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence **STEBARBEMEXT2025**.

En outre, cette transmission se fera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-4 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, ppt, doc, docx, xls, xlsx, odt, ods, odp seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation.

Article 6 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

6.1 Questions sur la consultation

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

6.2 Visite obligatoire

La visite du site par les candidats est obligatoire.

Elle a pour but :

- de repérer la nature des ouvrages existants ;
- d'estimer l'installation de chantier, ainsi que tous les frais annexes d'accès, nettoyages, installation de sas, alimentation en électricité, etc. ;
- d'estimer les sujétions et les coûts des contraintes de chantier entraînés par la protection des personnes et des biens du fait que certains locaux ou bâtiments seront conservés et utilisés pendant les travaux ;
- d'estimer les sujétions et les coûts des contraintes de chantier entraînés par la sécurité inhérente à la fonction propre des bâtiments dans lesquels sont à réaliser les travaux ;
- d'estimer les sujétions et les surcoûts entraînés par les contraintes d'approvisionnement des matériaux, d'accès aux locaux et d'évacuation des matériels ;
- d'estimer les mesures à prendre concernant les risques.

Il appartiendra à l'entreprise d'apprécier les équipements existants ainsi que l'importance, la nature des installations à réaliser et les contraintes d'exploitation du site.

Les dates et horaires de visites obligatoires sont les suivantes :

- **mardi 10 juin 2025 – 15h30**
- **lundi 23 juin 2025 – 15h30**

Le point de rendez-vous se fera au 4, rue Valette - 75 005 Paris.

Les candidats devront confirmer leur présence au créneau choisi via PLACE.

L'attestation de visite (jointe au présent règlement de consultation) sera signée sur place par le représentant de la maîtrise d'ouvrage et devra obligatoirement être jointe à l'offre.

ANNEXE N°1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ATTESTATION DE VISITE

Opération de remplacement des menuiseries extérieures bois du 4^e étage et de la salle de dessin sous la grande verrière au 1^{er} étage de la Bibliothèque Sainte-Barbe

CONSULTATION POUR UN MARCHE DE TRAVAUX

4, rue Valette
75005 PARIS

Le Chargé(e) d'opérations du pôle de Paris/SRI.....

certifie que M.

représentant la société

adresse :

a visité l'établissement.

Fait à Paris, le

Signature du Chargé(e) d'opérations :